Labyrinthe

29 | 2008 (1)
Ce que le libéralisme promet

Fin de la violence ou fin de l'utopie ?

La gouvernementalité entre libéralisme et socialisme

Arnault Skornicki

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/3413>
DOI : 10.4000/labyrinthe.3413
ISSN : 1950-6031

Éditeur

Hermann

Édition imprimée

Date de publication : 11 janvier 2008
Pagination : 17-27
ISBN : 9782952613163

Référence électronique

Arnault Skornicki, « Fin de la violence ou fin de l'utopie ? », *Labyrinthe* [En ligne], 29 | 2008 (1), mis en ligne le 11 janvier 2010, consulté le 18 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/3413> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/labyrinthe.3413>

Propriété intellectuelle

FIN DE LA VIOLENCE OU FIN DE L'UTOPIE ? La gouvernementalité entre libéralisme et socialisme

Arnault SKORNICKI
askornicki@yahoo.fr

Ce texte part d'une remarque de Foucault sur le socialisme pour réinterroger la capacité politique de ce dernier, son aptitude à constituer une « gouvernementalité » propre.

D'UN ÉTONNEMENT DEVANT UN ÉTONNEMENT

Selon Foucault, la gouvernementalité moderne est le fruit d'un croisement entre le pouvoir pastoral (qui dit ce que doivent faire les hommes pour assurer leur salut) et le pouvoir souverain (qui dit par la loi ce qu'ils ne doivent pas faire et exigent d'eux l'obéissance)¹. À partir du XVI^e siècle, elle s'est peu à peu autonomisée par rapport aux impératifs du souverain : la conservation et l'extension du pouvoir territorial. En effet, la gouvernementalité, à côté des instruments traditionnels de la souveraineté (justice, armée, finances), déploie des technologies politiques agissant au cœur même de la population comprise comme ensemble d'êtres vivants, afin de l'augmenter en quantité et en qualité. Le chemin tortueux qui aboutit au « libéralisme » avec le XVIII^e siècle serait alors celui d'un processus d'imprégnation des mécanismes de pouvoir dans la capillarité sociale, dans un mouvement de bascule par lequel la *police* et la *discipline* (prescrivant aux individus ce qui est requis pour améliorer la puissance de l'État) se

1. Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France. 1977-1978*, Paris, Gallimard/Seuil, « Hautes Études », 2004.

renverseraient en *économie politique* (qui cherche à stimuler le désir des hommes plutôt qu'à les contraindre)².

Le libéralisme apparaît donc comme une forme majeure de gouvernementalité, ce dont on ne saurait gratifier le socialisme. Celui-ci, en effet, a une théorie de l'histoire (lutte des classes), une théorie de l'économie (la baisse tendancielle du taux de profit), et s'il lui manque une théorie de l'État, du moins réfléchit-il à la question, par exemple avec Althusser³. Non,

ce qui manque au socialisme, ce n'est pas tellement une théorie de l'État, c'est une raison gouvernementale [...] c'est-à-dire une mesure raisonnable et calculable de l'étendue des modalités et des objectifs de l'action gouvernementale. [...] Il n'y a pas de rationalité gouvernementale socialiste autonome⁴.

Partant de là, le socialisme a dû trouver ailleurs qu'en lui-même une telle raison politique, dans l'un des deux pôles de la gouvernementalité : le *libéral* (socialisme allemand de la concurrence, ou économie sociale de marché, ou plus récemment « socialisme libéral⁵ ») ; le *policiér* (au sein d'un État hyperadministratif, tel le socialisme soviétique planificateur et disciplinaire). Le socialisme n'aurait pas su inventer une manière qui lui soit propre de conduire les hommes, trop obsédé qu'il est par la théorie, la vérité et les textes, alors qu'on demande au libéralisme non s'il est vrai, mais s'il est pur, modéré ou radical. Le libéralisme aurait rapport à la pratique, l'expérience et au singulier (c'est un « art ») ; le socialisme, à la vérité, l'universel et la science (c'est le « socialisme scientifique⁶ »). Foucault en appelle donc à inventer une gouvernementalité proprement socialiste.

2. *Ibidem*, p. 91-118, cours du 1^{er} février 1978. Voir l'aperçu de Pascale Laborier et Pierre Lascombes, « L'action publique comprise comme gouvernementalisation de l'État », dans Sylvain Meyet, Marie-Cécile Naves et Thomas Ribemont (dir.), *Travailler avec Michel Foucault. Retours sur le politique*, Paris, L'Harmattan, 2005, coll. « Cahiers politiques », p. 37-62.

3. Le concept de « gouvernementalité » est aussi dirigé contre le concept althusserien d'« appareil d'État ».

4. Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France. 1978-1979*, Paris, Gallimard/Seuil, « Hautes Études », 2004, p. 93.

5. Voir la synthèse de Serge Audier, *Le Socialisme libéral*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2004.

6. Dont se réclamaient tant Proudhon que Marx, et qui peut même qualifier la plupart des socialistes dits « utopiques » (Saint-Simon, Owen, Fourier...), lesquels prennent tous pour modèle les sciences de la nature.

Fin de la violence ou fin de l'utopie ?

Ce regret, cependant, appelle deux remarques étonnées. D'abord, il occulte les liens intimes entre la pensée socialiste du XIX^e siècle et les libéralismes des XVIII^e et XIX^e siècles, notamment dans leur prétention scientifique à rendre effective l'harmonie sociale. Si le libéralisme est un art et une invention, il entretient aussi un rapport étroit avec la légitimation par la science et la vérité, singulièrement dans le cas de l'économie politique, toujours adossée au modèle des sciences de la nature. Et si le socialisme a la gouvernementalité en défaut, il hérite cependant de la problématique libérale du gouvernement minimal, tout en écartant sa solution (liberté, marché et concurrence)⁷.

En outre, il peut paraître étrange que Foucault, après avoir défini la gouvernementalité libérale comme saine gestion des populations fondée dans une science de l'ordre naturel, semble revenir à une vieille conception de la politique comme «art de gouverner» les hommes. Ce dernier consistait pour le prince, dans une perspective agonistique et/ou antagonistique, à lutter pour imposer sa domination sur d'autres groupes en lutte. Certes, Foucault nous explique que cet art était précisément bloqué par le souci du prince d'assurer son pouvoir territorial. Mais le paradoxe demeure, car le vieil art de conduire les hommes, déploiement de ruse et de crainte pour préserver le pouvoir politique du «conflit des humeurs» et de l'affrontement entre factions, *se renverse en son contraire à mesure qu'il se rationalise*. La gouvernementalité moderne veut en finir avec la violence, la domination, les oppositions d'intérêts et le choc des passions ; en finir, en quelque sorte, avec le politique lui-même, en rationalisant et naturalisant ce domaine d'objectivité qu'est la société sous le signe de l'ordre naturel physiquement fondé. Dès lors, on doit moins gouverner les hommes qu'administrer les choses dans leur naturalité, c'est-à-dire gérer la population en manipulant les choses, en aiguillant le désir des hommes contre lequel on ne peut rien, et c'est cela que Foucault appelle non sans paradoxe «gouvernementalité».

Ce défaut de gouvernementalité socialiste est *taken for granted* pour Foucault. Pourquoi ? Parce que, dit-il en une formule lapidaire, «l'histoire l'a montré⁸» : communisme soviétique d'un côté, social-démocratie allemande ordolibérale de l'autre. Mais est-ce «l'histoire»,

7. Louis Dumont avait jadis insisté sur les liens entre libéralisme et socialisme relativement au droit naturel. Voir *Homo aequalis I. Genèse et épanouissement de l'idéologie économique*, Paris, Gallimard, coll. «Bibliothèque des Sciences Humaines», 1985, p. 137-200.

8. Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique*, *op. cit.*, p. 93.

ou une certaine historiographie qui fait l'impasse sur les «réussites», même éphémères, même partielles des tentatives d'autogestion ouvrière, de l'imagination politique nocturne des prolétaires, des contrats synallagmatiques proudhoniens, des mouvements de coopératives, de la réhabilitation du mandat impératif contre la confiscation bureaucratique du pouvoir, de projets de démocratie participative⁹? Entre héritage et trahison du libéralisme, le socialisme a peut-être lui aussi bien fait grand cas de l'art de gouverner et conduire les hommes. Un détour par l'histoire intellectuelle est nécessaire pour indiquer quelques liens entre libéralisme et socialisme sur ce point.

DU LIBÉRALISME AU SOCIALISME, MORT ET RÉSURRECTION DE LA POLITIQUE

Le libéralisme peut se définir comme «un gouvernement des hommes qui penserait d'abord et fondamentalement à la nature des choses et non plus à la mauvaise nature des hommes, l'idée d'une administration des choses qui penserait avant tout à la liberté des hommes¹⁰». Curieusement, l'opposition entre gouvernement des hommes et administration des choses, que Foucault reprend ici, n'est pas inspirée du lexique d'une figure du libéralisme, mais du *comte de Saint-Simon*, plus connu comme précurseur du socialisme¹¹. Avouons cependant qu'il a sur ce point un prédécesseur libéral, et physiocrate : le marquis de Mirabeau, qui déclarait que le «gouvernement est le maniement des choses ; vainement voudroit-on dire qu'il est celui des hommes aussi : *il ne manie les hommes que par les choses*¹². » Gouver-

9. Nous ne désignons nullement par cette expression, politiquement saturée depuis peu, cette étonnante technologie de dépossession politique par laquelle les modalités de « restitution » de la parole aux citoyens entraînent *ipso facto* sa confiscation, par le fait même qu'elle se donne à voir comme restitution, ouvrant ainsi la voie à un fétichisme politique inédit en confiant aux seuls professionnels de la politique le soin de politiser à leur guise le foisonnement atomisé des plaintes et récriminations remplissant forums et autres blogs. Dans cette configuration, peu de « participation » donc, encore moins de « débats ».

10. Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population*, op. cit., p. 50.

11. « Dans l'ancien système, la société est essentiellement gouvernée par des hommes ; dans le nouveau, elle n'est plus gouvernée que par des principes », Claude-Henri de Saint-Simon, *L'Organisateur*, dans *Œuvres*, Genève, Slatkine, 1977 [1819-1820], t. II, p. 197.

12. Victor Riqueti de Mirabeau, *Réponse du correspondant à son banquier*, 1759, s. l. n. d., p. 29 (nous soulignons).

Fin de la violence ou fin de l'utopie ?

ner n'est plus duper ou forcer les hommes, jouer des conflits entre eux pour les dominer, car les hommes sont des êtres dont on peut canaliser le désir mais non le contrarier¹³. Il convient de les détourner de leurs guerres intestines en les incitant à fructifier la terre plutôt qu'à manier l'épée, à sublimer leur *libido dominandi* dans la quête d'avantages matériels¹⁴. Le bon « gouvernement économique » n'est autre qu'une administration libérale des désirs, qui aiguille sans contraindre.

Au cours du second XVIII^e siècle, la distinction sémantique entre gouvernement et administration s'affirme, parallèlement au processus d'autonomisation de la bureaucratie à l'égard des instances politiques¹⁵. Elle révèle en creux le rôle croissant de l'administration dans l'exercice du pouvoir politique, c'est-à-dire une *gouvernementalisation de l'État* qui relègue au second plan la souveraineté, sans la supprimer. L'économie politique des Lumières réfléchit ce processus en suggérant un retrait du gouvernement au sens classique du terme (l'art de mener les hommes dans un monde tissé de rapports de force) au profit d'une société pacifiée et régulée par la gestion des populations, l'État ayant activement accompli les conditions de son propre retrait (mais non de sa disparition) au profit de la « société civile ». La gouvernementalisation libérale de l'État s'apparente donc à une entreprise de dépolitisation de l'espace social.

Or, un tel horizon – celui de la fin de la violence – appartient en commun au libéralisme du XVIII^e siècle et au socialisme du XIX^e siècle, l'un proposant (selon des degrés et modalités fort divers) le marché et la concurrence, l'autre la socialisation organisée des intérêts (par une évolution naturelle, ou par la lutte des classes, ou par une « scission » avec le reste de la société) ; dans les deux cas, une délivrance ultime à l'égard du politique (conçu comme compétition pour les postes de pouvoirs d'État, ou comme l'ensemble des rapports de pouvoir), fût-ce par des voies diamétralement opposées (concurrence ou organisation). L'utopie, en quelque sorte, d'un social rendu à lui-même, d'une harmonie retrouvée, d'un ordre naturel des besoins restauré, d'une extinction

13. *Ibidem*, p. 29.

14. « L'esprit de conquête est incompatible avec l'esprit de Gouvernement », écrit Victor Riqueti de Mirabeau, *Lettres sur la dépravation de l'ordre légal*, Londres, Wilcox, 1769, p. 19.

15. Voir ainsi l'*Encyclopédie méthodique. Jurisprudence*, t. IX, Paris, 1789, p. 152, cité par Marie-Laure Legay, *Les États provinciaux dans la construction de l'État moderne aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Genève, Droz, 2001, p. 125-126.

de la violence et de la guerre par les vertus adoucissantes du travail et du plaisir, d'une « société de spontanéités réglées¹⁶ ».

Laisser-faire ou coopération, liberté ou contrainte, l'alternative n'est cependant pas si simple. La socialisation des intérêts est rarement conçue par les penseurs socialistes classiques comme une étatisation doublée d'une centralisation : leur horizon est bien plutôt celui sinon d'une disparition de l'État (brutalement, ou par dépérissement, ou par petits feux), du moins de son retrait, pour faire surgir une société de libres producteurs, une association auto-organisée de travailleurs. Le nom de Saint-Simon doit à nouveau être mentionné, car il représente un point de passage pertinent entre libéralisme et socialisme. Le sens commun veut que ce nom renvoie à l'indexation de l'organisation sociale sur la rationalité technocratique. Cependant, Saint-Simon n'envisage guère la société « industrielle » comme régie par une bureaucratie envahissante et rigide, qu'il renvoie plutôt aux inconséquences de la monarchie d'Ancien Régime. Le rôle de l'État est chez lui assez modeste : celui d'un premier moteur dont la chiquenaude initiale suffit à mettre en branle le reste du système¹⁷. Il suffit que le roi prenne une ordonnance confiant aux industriels le vote du budget, c'est-à-dire confiant la gestion des deniers publics à l'élite de la classe productive. Dès lors, l'État passera entre les mains des « capacités » dont l'aptitude politique repose sur la compétence technique. En lieu et place de l'arbitraire de la volonté des hommes, on aura une politique fondée sur des principes scientifiquement établis par les savants, et mise en œuvre par les industriels¹⁸.

Le gouvernement est ainsi *subalternisé* par l'administration et sa soumission aux nécessités de la production : « L'action de gouverner est nulle alors, ou presque nulle, en tant que signifiant action de commander¹⁹ ». Puisque la société post-révolutionnaire est vouée à devenir un vaste atelier d'associés agissant de concert sur la nature, la liquidation des rapports de domination entre les hommes est programmée au profit d'une canalisation de leur énergie vers l'activité productive, faite de coopération et de satisfaction des besoins.

16. Cornélius Castoriadis, *Le Contenu du socialisme*, Paris, 10/18, 1979, p. 42.

17. Saint-Simon n'est nullement hostile à l'intervention de l'État dans l'économie, puisqu'il préconise de grands travaux publics pour améliorer la circulation territoriale, l'orientation de l'investissement et un droit au crédit pour toutes les capacités, toutes choses qui ne sont cependant pas contradictoires avec le libéralisme puisqu'elles relèvent de l'incitation plutôt que de l'appropriation collective.

18. Claude-Henri de Saint-Simon, *L'Organisateur*, *op. cit.*, p. 198.

19. *Ibidem*.

Fin de la violence ou fin de l'utopie ?

Encore une fois, l'ordre naturel des besoins se substitue au désordre social, impliquant toutefois un nouveau type de hiérarchie, qui diffère spécifiquement de la domination politique en ce qu'il n'est pas arbitraire, mais conforme aux nécessités naturelles de la production sociale²⁰. L'*atelier* s'impose ainsi comme le nouveau modèle de régulation sociale, structuré par une division hiérarchique du travail qui n'est autre que le produit de l'autorégulation entrepreneuriale. En ce sens le « socialisme » saint-simonien garde en son cœur l'idéal d'une organisation hiérarchisant les postes selon les fonctions et les compétences, sur le modèle smithien de l'entreprise capitaliste, ou sur celui de la « distribution des professions²¹ » selon Turgot (laquelle justifie l'inégalité). Et la technocratie saint-simonienne relève ainsi, en vérité, d'une administration libérale plutôt que disciplinaire, sur le modèle de l'atelier et de la division du travail qui s'y déploie suivant l'ordre des besoins²². *Laissons faire*, derechef, même si le dernier Saint-Simon met au cœur de ses préoccupations les conséquences sociales de la révolution industrielle, en préconisant l'abolition du paupérisme par une redistribution des richesses voire, indirectement, de la propriété en revenant sur le droit d'héritage, car « à chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres ».

Cette critique de la souveraineté (du côté des « hommes » et de leur opinion versatile) au nom de la science (du côté des « choses » et des principes) et des lois de la production conçue comme vérité de la politique, constitue un éminent fil conducteur de la tradition intellectuelle socialiste. La « vérité ou la science politique est chose tout à fait indépendante de la volonté souveraine, de l'opinion des majorités et des croyances populaires²³ », affirme ainsi Proudhon. Mais quand Saint-Simon considérait l'État comme un mal nécessaire au maintien de l'ordre, Proudhon entend l'éliminer entièrement, à petit feu et pacifi-

20. « Ce n'est pas la différence dans la division du pouvoir qui constitue la différence du système, c'est la différence dans la nature et dans la quantité des pouvoirs exercés par les gouvernants sur les gouvernés », *ibidem*, p. 40.

21. Dans Gustave Schelle (éd.), *Œuvres de Turgot et documents le concernant*, Paris, F. Alcan, 1913-1923, t. I, p. 243.

22. On se souvient que Foucault a trouvé le modèle du pouvoir disciplinaire dans l'analyse que *Le Capital* fait de l'atelier et des rapports de pouvoir qui le constituent, naturalisés par l'économie politique, reconduits à des rapports de production historiquement déterminés par Marx.

23. Pierre-Joseph Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété ? Principes du droit et de la politique*, dans *Œuvres complètes*, Genève, Slatkine, t. IV, 1982 [1840], p. 338-339.

quement, par l'institution graduelle de sociétés ouvrières autonomes, contractuelles et fédérées, parce que c'est le fait même de la propriété privée qui est à l'origine de la souveraineté, du gouvernement des hommes, de l'arbitraire et du despotisme de la volonté. Avec la propriété privée s'éteindra aussi ce qu'elle a engendré politiquement, et tout clivage gouvernants/gouvernés, soit l'État centralisé, souverain et parasitaire. Une telle organisation, bien sûr, a un nom : « Anarchie, absence de maître, de souverain²⁴ ». L'anarchie, en effet, constitue le véritable ordre, alors que l'État souverainement garant de la propriété perpétue le dissensus et le conflit social. L'anarchie substitue au règne de la volonté humaine l'empire des lois naturelles, lesquelles s'exercent dans une liberté « essentiellement organisatrice²⁵ ». Si l'anarchie c'est l'ordre, et la liberté l'organisation, alors le « socialisme » proudhonien n'est autre qu'une gouvernementalité à l'état pur.

Marx s'est violemment affronté à son aîné français sur la question de l'État. Mais leur désaccord est d'abord de nature stratégique et ne peut être circonscrit à une opposition anarchisme/étatisme. L'un estime la conquête du pouvoir d'État indispensable au passage à une société communiste, quand l'autre s'en méfie, y voyant au contraire un renforcement potentiellement despotique de la propriété, et préfère tourner le dos à l'État par la constitution de sociétés ouvrières autonomes²⁶. Il n'en demeure pas moins que Marx annonçait l'avènement d'une société sans classes, définitivement émancipée de l'oppression. Ainsi, le *Manifeste* envisage-t-il le dépérissement de l'État après que le prolétariat a préparé les conditions de sa propre disparition. L'État, en effet, n'est que l'instrument d'une minorité pour établir sa domination sur la majorité, comme produit d'un rapport de classe²⁷. Bien sûr, cela ne signifie pas que toute autorité centrale disparaîtra, mais que « les pouvoirs publics *perdront leur caractère politique*²⁸ », pour ne n'être plus qu'une tranquille organisation concertée et démocratique de la

24. *Ibidem*, p. 339.

25. *Ibidem*, p. 344.

26. Lettre à Marx du 17 mai 1846, *Correspondance*, t. II, Paris, A. Lacroix et Cie, 1875, p. 198-200. Voir Jean-Louis Lacascade, « Bévée de Proudhon et/ou traquenard de Marx. Lecture symptomatique de leur unique correspondance », *Genèses*, mars 2002, n° 46, p. 138-158.

27. « Le pouvoir politique au sens propre est le pouvoir organisé par une classe pour l'oppression d'une autre », Karl Marx, Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste*, Paris, Garnier-Flammarion, trad. Émile Bottigelli, 1998 [1848], p. 101.

28. *Ibidem* (nous soulignons).

production, soit « la transformation de l'État en une simple administration de la production²⁹ ».

LE VÉRITABLE NOM DE LA GOUVERNEMENTALITÉ SOCIALISTE

Les socialistes du premier XIX^e siècle furent fréquemment accusés d'être de doux rêveurs, non seulement par leurs adversaires, mais aussi par certains de leurs éminents successeurs. Reste que si le libéralisme se veut inventif et adaptatif, il n'en relève pas moins aussi d'une forme d'*utopie*, selon laquelle le marché autorégulateur constitue la réponse à tout problème social et politique, le laisser-faire garantissant l'harmonie des intérêts, et la libre poursuite de l'intérêt particulier fondé sur la motivation du gain aboutissant à l'allocation optimale des ressources et au bien public³⁰. Le caractère utopique de cette thèse n'a pas échappé à de nombreux observateurs du XVIII^e siècle, qui, loin de considérer le marché autorégulateur comme une réalité « incontournable », y voyaient bien plutôt un jeu de l'esprit déraisonnable et même dangereux.

Il reste que là où l'utopie libérale rêve d'une négation du politique dans le triomphe d'une société civile livrée à la logique de l'intérêt et délivrée de l'État de police, le socialisme envisage une réappropriation du politique dans l'abolition de la scission entre État et société civile, citoyen et homme réel. Une telle abolition peut être interprétée comme l'idéal d'une société civile réconciliée avec elle-même et qui a dissous la question de la domination dans la transformation des rapports de production. Mais c'est à ce point que se niche dans la pensée socialiste une virtualité de renversement de l'héritage libéral qu'elle porte en elle car, désireuse d'en finir avec l'oppression, elle n'a de cesse de penser le conflit, et à tout bien réfléchir ne peut envisager sérieusement une utopie communautaire dans laquelle tout rapport de forces serait gommé. Même dans le cas d'une disparition des antagonismes de classes, les luttes pour le pouvoir ne s'évanouiront nullement : l'agonistique ne manquera jamais, et la reconstitution d'une domination de groupes sur d'autres groupes menacera toujours.

29. *Ibidem*, p. 114.

30. Voir Karl Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, trad. Catherine Malamoud et Marc Angenot, 1983 [1944], note p. 52-53.

Ainsi, l'ordre anarchique proudhonien, en supprimant l'État, abolit dans un même geste la propriété privée qu'il préservait, et partant toute division *sociale* (mais non technique) du travail productif et politique. Mais, en *dénaturalisant* toute structure de commandement, il opère une *repolitisation généralisée des rapports sociaux* via l'activité contractuelle-synallagmatique : un travail continu de concertation qui peut requérir le maintien d'une certaine forme d'autorité publique centralisée (mais non souveraine). Les vastes plans mutualistes et fédéralistes du « second » Proudhon³¹, qui s'ancrent dans une pratique et un *ethos* d'ouvriers artisans faits d'autonomie et de petites unités productives, imprègnèrent durablement le mouvement ouvrier français. Maintenant reléguées au rang d'utopies archaïques dépassées par le mouvement de l'histoire et de la concentration industrielle, ces constructions posaient la question de l'organisation anarchique du multiple (et tentaient d'apporter des réponses).

Déjà, les réappropriations ouvrières du saint-simonisme, narrées par Jacques Rancière³², étaient souvent bien éloignées de la lettre de la doctrine, transformant une pensée messianique d'administration rationnelle des intérêts en un rêve nocturne d'autogouvernement prolétaire. Plus tard, le discours de Marx connu sous le titre *La Guerre civile en France* jette une lumière sur le contenu politique de sa pensée, inspirée ici par un gouvernement révolutionnaire auquel prirent part de nombreux proudhoniens : la Commune de Paris. Marx s'y prononce en faveur d'un gouvernement transitoire vers le communisme qu'il n'appelle précisément pas « dictature du prolétariat », et qui s'approche davantage d'une démocratie électorale fondée sur le mandat impératif. Ce *gouvernement* consiste non à s'emparer de l'État, mais à « briser » sa machine, en cassant ses deux organes répressifs : l'Armée et la Justice. Retrempée dans une certaine tradition républicaine, la démocratie marxienne entend rendre les armes aux citoyens, fonder une justice populaire, contrôler la délégation politique en rendant révocables les élus comme les fonctionnaires.

Notre hypothèse est que le nom jadis commun de cette gouvernementalité proprement socialiste fut celui, daté et disgracieux, d'« *auto-gestion* », que celle-ci se trouve à l'Usine, dans la Commune ou dans

31. Voir notamment, *Du principe fédératif*, Antony, Éditions Tops/Trinquier, 1997 [1863].

32. *La Nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier*, Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 2005 [1981], p. 122-124.

Fin de la violence ou fin de l'utopie ?

la Cité. La question de l'autogestion était incontournable dans la gauche française des années 1970, et sujette à des usages politiques extraordinairement hétérogènes (du PC au PSU, de Chevènement à Rocard, du titisme à *Socialisme ou Barbarie*)³³. Elle a aujourd'hui entièrement disparu de l'horizon politique, plus encore que le marxisme. Pourtant, l'autogestion, qui n'est pas simple exaltation du « local » et de la « proximité », ni toujours synonyme d'anarchisme, reste le véritable point aveugle de la politique socialiste. Les rapports de pouvoir y seraient moins gommés que travaillés collectivement. Le socialisme n'y serait pas un retour à l'immédiateté, mais la rotation des médiations ; non pas l'organisation de la société sur le modèle de l'usine, mais l'art d'inquiéter les hiérarchies constituées. La politique ne serait pas prisonnière de l'alternative entre gouvernement des hommes et administration des choses, domination et utopie de la pacification, mais renverrait à un *autogouvernement des hommes*, qui n'exclut pas des formes de délégation politique et de division du travail social³⁴.

Le socialisme, c'est peut-être la rupture avec ce désir platonicien d'unité, de liquidation des tensions et conflictualités ; rupture, aussi, avec le désir de multitude, nouveau nom d'une société civile chaude comme un beau groupe en fusion. En cela nous rejoignons le point de vue de Polanyi, partisan déclaré d'un socialisme démocratique autogestionnaire dans lequel l'État ne disparaît pas mais serait profondément remodelé, et pour lequel il convient d'écarter « l'utopie du marché » et d'assumer la « réalité de la société » dans les rapports de pouvoir qui la constituent³⁵. Le libéralisme, en effet, « a paru s'approcher de la réalisation d'espérances intrinsèquement utopiques. Aucune société n'est possible, dont le pouvoir et la contrainte soient absents, ni un monde où la force n'ait pas de fonction³⁶. » Rompre avec le désir d'en finir avec la force, c'est en finir avec l'utopie. Assumer la réalité du pouvoir, c'est inaugurer une *politique de l'agonistique*, par laquelle l'égal exercice du pouvoir par tous évite à chacun d'être dominé. Le véritable nom de la gouvernementalité socialiste ne serait autre, dès lors, que la démocratie.

33. Frank Georgi (dir.), *Autogestion, la dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.

34. Cornelius Castoriadis, « Autogestion et hiérarchie », dans *Le Contenu du socialisme*, op. cit., p. 301-322.

35. Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, op. cit., p. 332.

36. *Ibidem*, p. 333.